

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

LUNDI
29

DÉCEMBRE
1975

N° 70
1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

U.R.S.S.

la répression des masses c'est notre affaire, affirme la pravda

La Pravda, journal officiel soviétique, revenait samedi sur la question des camps de travail : « Nous rejetons catégoriquement toute prétention à une libéralisation du régime. Quand il est question des droits de l'homme et d'un pluralisme du système politique, on essaie de nous imposer ces concepts dans leur interprétation bourgeoise ». Et l'article conclut : « Il ne sera permis à personne de s'ingérer dans les affaires intérieures des pays socialistes », ce qui est un nouvel avertissement aux critiques du type de celle du P«C»F il y a peu. L'emballage « révolutionnaire », cependant, l'attaque contre les « concepts bourgeois », ne peuvent guère faire illusion.

L'URSS, en effet, est un pays capitaliste. La presse soviétique, elle-même, en fournit les preuves. C'est son agence officielle, Tass, qui reconnaissait, il y a un an, que 25 millions de personnes sont en-dessous du minimum vital (près de 50% des kolkoziens et 20% de la population des villes). Le chômage, bien qu'il soit camouflé, touche 10 millions de « migrants », à la recherche de travail une partie de l'année. L'ensemble de l'économie est littéralement gangrené par les dépenses militaires : 20% du revenu national y passent. Et, pendant que les biens de consommation font cruellement défaut, 60% des industries tournent en partie ou totalement, pour le secteur militaire. L'agriculture est incapable de nourrir le peuple d'URSS, et le blé doit être importé en partie des USA. La course aux armements avec les USA est le moteur de l'économie, au mépris total des besoins des masses.

C'est un appareil policier, une répression inouïe qui permet de maintenir cet état de fait. On connaît les camps de travail, les prisonniers politiques classés « droit commun », les hôpitaux psychiatriques. Mais la répression à grande échelle touche paysans et ouvriers : punitions dans les kolchozes, emprisonnement des ouvriers, omniprésence des bureaux de police dans les quartiers, mouchardage organisé comme en Allemagne nazie, lois diverses, comme celle de 1969 qui permet la détention préventive illimitée, etc...

Cette triste réalité est d'autant plus dure à masquer qu'on connaît les taux d'absentéisme des ouvriers soviétiques - 20 à 30% - les grèves périodes, les révoltes, qui vont parfois, comme en Lettonie, jusqu'à l'attaque des bâtiments du parti. C'est de ces faits gênants que le P«C»F cherche à se dépêtrer : il y va de sa « crédibilité » quand il parle en France des libertés. Mais bien sûr il ne saurait aller au fond, condamner le capitalisme restauré. Comment le pourrait-il puisque son « socialisme à la française », au fond, n'est qu'un capitalisme d'Etat rénové, où la classe ouvrière sera, comme en URSS, exclue du pouvoir ?

Paul LEFORT



viticulteurs

"office du vin ou pas la lutte devra continuer ferme.."

Ce lundi, les viticulteurs du midi se rassemblent à Sète. Sète est le port méditerranéen par lequel, traditionnellement, les vins étrangers entrent en France. En fait, maintenant, ce port a quasiment perdu cette spécialité. C'est par Modane (transport par wagons) ou par des ports atlantiques (Rouen surtout) que transite le vin. Le choix de Sète, cependant reste significatif.

La manifestation d'aujourd'hui devrait mettre en évidence la détermination des viticulteurs à la veille des tractations qui doivent se dérouler demain entre les représentants de leur profession et le gouvernement. Donc, faire pression aujourd'hui et demain, mais aussi amorcer une mobilisation de masse plus durable pour que cessent les attermoissements du pouvoir. Les viticulteurs en effet sont las des paroles et des mesures sans effets. Deux fois, en mai et en août, les négociants ont promis de mettre un terme aux importations de vin italien. Engagement non tenu évidemment : la dévaluation de la lire faisant baisser le prix du vin italien et le négoce n'allait pas laisser passer une telle occasion d'accroître ses bénéfices !

suite p. 5

COUP DE FORCE CONTRE LES TRAVAILLEURS DES PRESSES DE L'ILE SEGUIN

les travailleurs des presses du 12 se battent depuis plus d'une semaine pour l'intégration de la prime de risque à leurs salaires.

(voir article p.4)



INDE 700 mineurs assassinés par le capital

Plusieurs centaines de mineurs (700 selon les syndicats indiens, malgré la censure établie par le gouvernement) étaient, hier encore, bloqués au fond d'une mine de l'Etat de Bihar, en Inde, à la suite d'un effondrement des galeries causé par une explosion. Il y avait d'autant moins d'espoir de les sauver que l'effondrement des galeries a été immédiatement suivi

d'une inondation de la mine, qui a fait périr les mineurs par asphyxie.

Cette catastrophe, n'en doutons pas, sera, elle aussi, mise sur le compte de la « fatalité ». Mais le prolétariat indien sait qu'en réalité, la responsabilité en incombe à l'exploitation forcée dont il est l'objet de la part de la bourgeoisie indienne.

suite p. 8

1975 : 12 MOIS DE LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME EN CRISE

mai

USINOR les travailleurs engagent la lutte contre le chômage partiel

1^{er} mai : Manifestations et meetings appelés dans diverses villes de France, par le PCR (mf), ont offert aux travailleurs une claire perspective révolutionnaire face à la démobilité et la voie sans issue de l'Union de gauche.

5 mai : Usinor, en lutte depuis 2 semaines, les acieristes sont rejoints le lundi 5 mai, par les travailleurs des autres secteurs à la suite de l'intervention des CRS.

o Laos : A Vientiane, des milliers de manifestants arrachent les drapeaux de l'Ambassade U.S. et des bâtiments de l'US AID. Les manifestants exigent en même temps la démission des ministres de droite. Ceci révèle l'échec de la politique de l'impérialisme US depuis la signature des accords de Vientiane, en février 1976.

8 mai : Cette année Giscard décide de ne plus commémorer la défaite de l'Allemagne nazie et propose de célébrer à la place la fondation de l'Europe. Ce que tente ainsi Giscard c'est d'effacer le sens et la portée de la Résistance pour le peuple de France. Le 8 mai, ce n'est pas un anniversaire chauvin comme l'est celui du 11 novembre. C'est celui d'une guerre de résistance, d'une lutte victorieuse d'un peuple en arme contre le fascisme et pour l'indépendance nationale.

12 mai : Visite officielle de Teng Siao Ping, vice premier ministre de la République populaire de Chine. Cette visite suscite chez les travailleurs de notre pays un large intérêt. C'est la preuve de l'écho grandissant que rencontrent les nombreux succès enregistrés par le peuple chinois dans sa lutte pour l'édification du socialisme, pour la construction d'une société sans exploitation.

16 mai : Mort de Gilbert Mury. Pour nous, sa vie a une valeur d'exemple. Il appartient, dans sa génération au petit nombre de ceux qui, engagés à 20 ans dans le combat de la Résistance, n'ont jamais abdicqué de leur conviction communiste. Jusqu'à sa mort, il a poursuivi le combat pour la Révolution.

27 mai : Marchais déclare, au Comité Central du PCF, qu'il existe une base solide pour « l'Union de la gauche ». A peine avait-il parlé que la querelle PS-PC reprend de plus belle sur la question des « libertés » au Portugal. Cette nouvelle péripétie de la concurrence acharnée dans « l'Union » de la gauche illustre bien l'impasse dans laquelle elle s'enfonce.

o 18 morts à Djibouti. 18 habitants de Djibouti ont été assassinés par l'impérialisme français, au cours d'incidents montés de toute pièce, pour briser l'unité et la combativité des habitants de Djibouti.

29 et 30 mai : Conférence au sommet de l'OTAN. Tout juste après le 20^{ème} anniversaire du pacte agressif de Varsovie, ce « sommet » atlantique traduit bien les intentions de l'impérialisme US en Europe, les pressions accrues qu'il exerce lui font exiger de ses « alliés » européens « un engagement sans réserve », autrement dit une soumission encore plus grande.

Le 5 mai, les ouvriers de l'aciérie N° 2 cessent le travail et occupent en bloquant la production. Ils refusent d'« en mettre un coup », comme l'ordonne leur chef, alors qu'ils sont au chômage partiel, 5 jours par mois.

Rejetant ainsi le chantage à la crise, mené depuis plusieurs mois par la bourgeoisie, ils exigent : paiement à 100 % des jours chômés, planification de la production, 250 F uniforme pour tous.

Face à la détermination des grévistes qui n'avaient pas hésité à bloquer les mélangeurs, à occuper les grands bureaux, la direction multiplie les provocations. Elle commence par poursuivre 23 travailleurs devant les



tribunaux. Afin de diviser les travailleurs, la direction, par une série de ragots, par une intense campagne d'intoxication par la presse et la télé régionale, réussit à créer une ambiance de peur chez les non-grévistes. L'impact de ces manœuvres

peut prendre de l'importance du fait que de nombreux travailleurs habitent loin de Dunkerque et ne participent pas au piquet de grève. La multiplication des discussions des ouvriers du piquet de grève avec les non-grévistes permet de briser les tentatives de la direction de les utiliser comme masse de manœuvre dirigée par la maîtrise et les jaunes contre la lutte.

de cette lutte, les ouvriers posent le problème de la ligne suivie par les directions syndicales, du rôle du P«C»F qui a contribué à renforcer la division des travailleurs. Ils en concluent qu'il faut une autre vie syndicale, que l'ensemble des travailleurs puissent décider. En reprenant le travail, les grévistes ont pour objectif de gagner à la lutte la majorité des travailleurs en tirant le bilan avec les non-grévistes.

Au bout de près d'un mois de grève, le travail reprend à Usinor bien que les propositions de la direction soient en deçà des revendications des travailleurs. Mais ce n'est nullement le découragement qui domine ; au contraire, c'est la volonté de constituer un nouveau rapport de forces susceptible de faire céder la direction. Tirant le bilan

Malgré ses limites, cette lutte d'Usinor montre que la lutte contre le chômage partiel est possible. Elle marquera un tournant, après le poids qu'a fait peser sur les travailleurs la bourgeoisie, par le chantage à la crise. Elle est un premier pas vers la reprise de l'offensive par la classe ouvrière.



début mai **vive le congrès constitutif de l'union communiste de la jeunesse révolutionnaire**

Venus d'une cinquantaine de villes et de régions différentes, des 4 coins de la France plusieurs centaines de jeunes garçons et filles tiennent le congrès de création de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire. Est présent à la tribune du Congrès, pendant toute la durée des travaux, André Roustan, président du Parti Communiste Révolutionnaire. En guidant la création et le développement des nombreux cercles de jeunesse qui étaient représentés à ce Congrès, le PCR a tenu les engagements qu'il avait pris un an plus tôt, au moment de sa création : œuvrer pour qu'à nouveau la jeunesse communiste s'exprime, pour qu'elle retrouve l'organisation que la politique de scission et de trahison du parti révisionniste a depuis longtemps détruite.

Pour les participants au Congrès, créer une organisation nationale pour rassembler la jeunesse dans la perspective de la Révolution Socialiste, représentait un atout important.

La création de l'UCJR correspond aux besoins de la jeunesse, c'est pour cela que les congressistes ont passé de longues heures, avec énormément de sérieux et d'attention, à discuter du programme et des statuts de la nouvelle organisation.

En favorisant la participation

active des délégués aux débats, en tenant de nombreuses commissions, le Congrès donnait l'image de ce que veut être l'UCJR : une organisation prise en charge par l'ensemble de ses membres, une organisation radicalement différente des organisations révisionnistes de la J«C» dont les méthodes de recollage correspondent aux

butts que lui fixe le parti révisionniste : notamment d'une part se servir des jeunes comme une masse de manœuvres à des fins purement électorales objectif d'autant plus immédiat, avec l'abaissement de l'âge du droit de vote à 18 ans, d'autre part dévoyer les aspirations et l'enthousiasme révolutionnaire de la jeunesse.



1975 : 12 MOIS DE LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME EN CRISE

juin

l'offensive ouvrière...

En plein mois de juin, loin de s'abandonner à la démobilité à laquelle conviait l'approche des congés et surtout le chantage persistant de la bourgeoisie à la catastrophe, ses appels à l'unité face à la crise, les travailleurs développent leur réplique. Le renoncement, l'attentisme, les interrogations sur les plans du pouvoir et son «libéralisme musclé», sont combattus dans l'engagement de l'action.

«Plus de cent usines occupées et cinq séquestrations sont intervenues en une semaine» se plaignait alors Chotard, un des dirigeants du CNPF... 100 000 travailleurs en lutte, voilà la réponse de masse à «la situation sociale satisfaisante» dont se réjouissait officiellement Giscard ! Trois usines en grève en même temps à Besançon, une douzaine dans les Hauts-de-Seine... l'aspiration à unir les luttes se développe ; en même

temps que l'esprit d'offensive se traduit dans cet engagement sans pareil depuis longtemps à telle époque... Il était net, alors, qu'une offensive d'ensemble de la classe ouvrière se construisait déjà : pour obtenir satisfaction sur les revendications de salaires et de conditions de travail, pour remettre massivement en cause le chômage partiel, pour faire pièce à la politique d'ensemble de la bourgeoisie qui conditionne tout recul usine par usine...

Pour se faire, les conditions ont été fixées dans les luttes de juin et leurs leçons politiques : la construction d'un rapport de forces réel, dans la solidarité autour des premières usines en grève, contre les violences policières et patronales, en s'attaquant de front à l'obstacle révisionniste (qui isole les luttes, les utilise pour se remettre en selle dans la Gauche, puis les casse... !)



...un enjeu de sa construction : CHAUSSON

Partie des O.S., la grève des usines Chausson de Gennevilliers et d'Asnières (rejointes pendant un temps par des travailleurs des unités de Creil et de Reims) a constitué un temps fort de la reprise de l'offensive de la classe ouvrière contre la crise. Baigne aux conditions de travail archaïques, telle apparut l'usine de

pas en avant, qui vient appuyer le mouvement amorcé à Renault puis Usinor-Dunkerque, dans la rupture avec la période d'attente, d'hésitation face à la crise. La classe ouvrière, dès lors, engage de manière croissante la lutte pour le salaire, pour arracher de nouveaux avantages : dans le développement de plus de cent occupa-

D'une part, elle fut un facteur d'unité et de lutte...

● A Gennevilliers, Asnières et Clichy, les luttes se déclenchent en cascade (dont la plus marquante sera celle des Câbles de Lyon)...

● La solidarité ouvrière se marque, en dépit de toutes les pressions, par la jonction dans les manifestations des grévistes d'Asnières, de Gennevilliers et des Câbles... par la mobilisation de la jeunesse ouvrière de Gennevilliers contre les flics, lors de leur intervention pour faire évacuer Chausson... par la participation ouvrière aux multiples manifestations de soutien...

● Dans Chausson en lutte, les travailleurs - et en particulier les O.S. immigrés - imposent à la CGT des formes d'organisation de l'action qu'avait pourtant condamnées l'«accord anti-Lip» CGT/CFDT de juin 74 : Comités de grève, assemblées journalières des travailleurs, journal de la grève, animation politique et artistique...

Cette grève fut également l'objet d'un véritable encerclement de la part des révisionnistes du P«C»F comme de la bourgeoisie : rapidement, tout l'arsenal répressif de la bourgeoisie a été mis en place : les milices privées et les chiens, les attaques fascistes de la police, l'évacuation d'Asnières puis de Gennevilliers par les CRS, avec «ratonnades» dans les foyers alentour et «chasse aux jeu-

nes»... arrestations et jugements des grévistes, immigrés, par le tribunal de Nanterre, menaces d'expulsion.

En écho, le P«C»F développa les deux facettes de sa politique : d'un côté, ils réprimèrent les vrais communistes et syndicalistes révolutionnaires (et plus largement les ouvriers combattifs), déployant leur service d'«ordre» contre les aspirations des travailleurs à réoccuper leur usine et chasser les bandes armées du patronat ; déversant un flot d'injures contre les révolutionnaires («hyènes», «provocateurs») pour, en fin de compte, contraindre les travailleurs à renoncer à la lutte.

Dans le même temps, grâce à l'appui des conciliateurs invétérés (trotskistes, PSU...) présents en son sein, le Comité de grève fut investi par le P«C»F au point de cesser de refléter l'aspiration à la démocratie ouvrière et de couvrir les manœuvres du P«C»F dans la CGT, cautionnant enfin l'appel à la reprise du travail qui interviendra en juillet.

Autour de Chausson, dans la bataille pour le soutien, contre la répression bourgeoise et les manœuvres révisionnistes, une brèche s'ouvrait dans les plans de crise du pouvoir ; des milliers de travailleurs commencèrent alors à poser le problème du rassemblement de leurs efforts en un courant unique, une offensive généralisée, sans trêve d'été !



Gennevilliers lors des opérations «portes ouvertes» rapidement organisées par les ouvriers (dès l'occupation votée). Mais, c'est sur une revendication de salaire uniforme (250 F pour tous) et la dissolution de l'Amicale policière marocaine (à la solde d'Hassan II et de Chausson) que se fait l'unité de volonté des grévistes. C'est un

temps d'usines et plusieurs séquestrations de patrons et de cadres dirigeants, le chantage à la crise de la bourgeoisie va commencer à être mis en échec !

Pendant 2 mois durant, Chausson représentera un point d'ancrage et un enjeu, à la fois, de cette reprise de l'offensive.

7 juin : «Marché du siècle». La Belgique annonce sa décision d'opter pour le YF 16 américain contre le Mirage de Dassault. Le choix révèle la force des pressions de l'impérialisme US, la faiblesse de l'impérialisme français, et les difficultés de la constitution d'une Europe indépendante face aux deux superpuissances.

9 juin : le tribunal des référés de Paris ordonne l'évacuation de l'imprimerie du Parisien Libéré pour le mercredi 11 juin... 7 mois après les travailleurs continuent leur occupation !

12 juin : élections d'Indira Gandhi annulées, à la suite de quoi elle décrète l'Etat d'urgence et se lance dans une répression sauvage contre le peuple.

13 juin : attentat contre Bernard Cabanes, journaliste à l'AFP qui trouva la mort : Poniatowski accuse les travailleurs du Parisien Libéré et les gauchistes. Il apparaîtra bien vite que ce fut en fait l'objet d'une grossière provocation contre les travailleurs en lutte.

21 juin : A 3 heures du matin, 400 CRS armés de lance grenades font évacuer l'usine des Câbles de Lyon de Clichy en grève depuis 4 semaines. Par là, la bourgeoisie a montré une nouvelle fois, son vrai visage en recourant à la force ; quant aux révisionnistes utilisant la sono de l'UL CGT, ils n'ont pu devant l'usine imposer le mot d'ordre «des négociations, pas de répressions» largement couvert par «CRS, hors des usines».

22 juin : 39^e Congrès CGT : préparé sans réelle mobilisation des syndiqués eux-mêmes, prétendant se situer «au cœur des luttes». Les problèmes de la construction de l'offensive ouvrière furent de fait, enterrés sous la réaffirmation des objectifs et de la tactique du programme commun, malgré les premiers témoignages d'opposition à la ligne révisionniste.

23 juin : CGE assassin ! Alors que les travailleurs des Câbles de Lyon manifestaient devant leur usine contre l'occupation des flics, un individu à la solde de la CGE fonçait en voiture à 100 à l'heure sur les grévistes : 9 ouvriers blessés dont plusieurs gravement.

25 juin : Mozambique : après plusieurs années de lutte de libération sous la direction du FRELIMO, les masses populaires du Mozambique se libèrent de la domination des troupes colonialistes du Portugal.

29 juin : sur ordre du ministère de l'intérieur, les CRS envahissent les usines de Chausson à Gennevilliers : 500 CRS bottés, casqués, armés de fusils lance-grenades, de matraques, de cisailles contre les ouvriers en grève.

fin juin : la volonté d'indépendance véritable du peuple des comores grandit. Il revendique : «oui à l'indépendance, non aux accords du 15 juin» (accords qui ont fixé le cadre de l'indépendance néocoloniale) et «indépendance authentique, non aux bases militaires».

Forbach : 3 enfants meurent dans les flammes.

Samedi 14 h 30, au 24 de la rue des Peupliers, à Forbach-Bruch, un appartement situé au troisième étage d'une immeuble des Houillères du Bassin Lorrain était en quelques minutes dévasté par un incendie. A l'intérieur, 3 enfants, Nouredine 3 ans, Farid 2 ans, Farida 5 mois, tous les 3 ont péri, dans les flammes. Leur mère s'était absentée quelques instants chez des voisins, et les bonnes âmes de service de lui attribuer la responsabilité du drame. C'est passer un peu vite sur des faits autrement plus graves. Comment se fait-il que le feu se soit propagé à une telle rapidité ? Même la possible imprudence d'un enfant jouant avec le feu n'explique pas que l'appartement ait été entièrement dévasté en si peu de temps.

Pour appeler les pompiers, le voisin qui s'est rendu compte le premier, de l'incendie, n'a pas pu utiliser la cabine téléphonique publique : elle ne marchait pas et il n'y en avait pas d'autres sur le quartier. Enfin, il n'y a à Forbach que six pompiers permanents aux moyens limités, or une intervention plus rapide aurait pu sauver les enfants.

des réveillons pas comme les autres...

Chômage, misère, augmentation des prix, ce sont les cadeaux de la bourgeoisie pour la fin de l'année. Les vingt travailleurs de la Société de Mécanique Générale de Roanne nous l'ont bien démontré en accrochant au sapin de Noël qu'ils ont installé dans leur atelier, les lettres de licenciement qu'ils viennent de recevoir.

Par ce geste, ils tiennent aussi à montrer leur refus d'accepter «ces cadeaux» tout comme les travailleuses de chez Artal à Antibes qui occupent leur usine depuis octobre. Les 105 ouvrières de cette petite usine de confection ont décidé comme elles l'avaient fait pour Noël de réveiller le jour de l'An dans l'usine. C'est cette démarche qu'ont eu également, les travailleurs d'Ideal Standard d'Aulnay-

sous-Bois, banquet qui fut l'occasion de réaffirmer, après 3 mois d'occupation, par une immense banderole : «non au démantèlement de l'entreprise, non aux 3500 licenciements».

Ils ont été plusieurs milliers de travailleurs à réveiller dans leur usine occupée. Qu'ils soient mineurs comme à Razes dans les mines d'uranium, qu'ils soient métallistes comme à Esswein à la Roche sur Yon, ou couturières comme à Cofal, usine de confection près de Tours, ils ont décidé de battre en brèche les espoirs de la bourgeoisie qui comptait sur cette période pour tenter de briser leur mouvement, ils sont bien décidés à commencer la Nouvelle Année comme ils auront terminé 75 : en luttant.

RENAULT

coup de force contre les travailleurs des presses

Neuf mois après la lutte qui avait touché toutes les usines de la Régie et près de deux ans après la grande lutte des O.S. de l'île Seguin, la lutte a redémarré à Billancourt. En fait, depuis la rentrée, les mouvements de lutte n'avaient fait que se succéder. Contre les classifications, les mutations arbitraires, les brimades, l'intensification des cadences et les licenciements,

près 65 F par mois. En exigeant aujourd'hui que la prime soit intégrée au salaire, les O.S., outre la volonté d'imposer la reconnaissance de la qualification de P1, veulent garantir le maintien de leurs salaires en cas d'accident, de maladie et surtout de mutation. Car depuis un certain temps, plusieurs mutations de personnel, définitives ou temporaires, font planer l'incertitude

sur l'avenir des presses de la Régie, Vernier-Palliez (qui sévissait jusqu'alors à la Saviem) envoyait les camions d'une entreprise spécialisée, qui s'était déjà illustrée dans ce genre de déménagements à Chausson et aux Câbles de Lyon...

En se livrant, pour la première fois à la Régie, au déménagement de l'outil, la direction cherche incontestablement la provocation : il s'agit pour elle de lancer un sérieux avertissement à tous les travailleurs de la Régie, en même temps que de leur ôter un moyen de pression, en bloquant l'ensemble de la production. La tâche que le gouvernement a confiée à M. Vernier-Palliez est claire... A défaut d'être simple !

La bourgeoisie ne peut plus tolérer, aujourd'hui à Renault, la persistance de mouvement de lutte. Dans le cadre de la politique gouvernementale de répression systématique, le nouveau PDG va devoir mettre les travailleurs au pas ; déjà les brimades et vexations continuelles, le maintien des 14 licenciements, les mutations autoritaires témoignaient de cette volonté. La décision du vendredi matin s'inscrit aussi dans la préparation d'une vaste restructuration de la Régie : pour cela, il lui faut des travailleurs malléables, supprimer les avantages acquis et imposer de fait la déqualification de nombreux travailleurs.

L'AVENIR DE CE MOUVEMENT ?...

Quand on interrogeait les travailleurs, hier dimanche, c'est l'aspect «coup de force» de la part de la direction qui revenait le plus souvent et le dégoût devant les méthodes employées. Maintenant, les travailleurs des grosses presses attendent la reprise du travail, après le congé des fêtes, pour mieux voir la situation et aussi la position de la CGT. L'attitude de cette dernière est ambiguë. Les responsables du P«C»F à sa direction n'ont jusqu'ici rien décidé.

Les faux communistes du P«C»F attaquent la décision de la direction en insistant surtout, dans l'«Humanité», comme dans l'interview de Sylvain à la télé, sur le fait que la revendication des travailleurs ne coûterait rien à la Régie. Il s'agit pour eux de bien montrer qu'il n'est pas question de mettre en difficultés l'entreprise nationalisée. Bien au contraire, ils voient dans le déménagement, avant tout, une nouvelle manifestation du «pillage du patrimoine national» ! En faisant semblant de soutenir les revendications du 12 - 50, les révisionnistes vont sans doute tenter de s'implanter, à quelques jours des élections de délégués, dans un secteur où ils ne sont pas en force. Mais les O.S. des presses, qui plus de 85% ont vécu la lutte de 73, ont déjà fait l'expérience de leurs manœuvres...



ments, les travailleurs du 54, du 74, du 49, du 12... n'ont cessé, ces derniers temps, de passer à l'action !

de sur l'avenir des presses de l'île, et donc aussi sur la garantie du salaire.

LE COUP DE FORCE DU NOUVEAU PDG

C'est dans ce contexte que la direction a pris l'initiative, vendredi, de faire déménager les outils de l'île Seguin. Profitant de la fermeture de l'usine de Billancourt pour le pont de Noël, le nouveau

Au début de la semaine dernière, c'est au tour des travailleurs des presses du 12 de rentrer en lutte pour l'incorporation des primes dans le salaire de base. Les travailleurs avaient obtenu par la lutte une prime dite de «risques de presse» de 35 centimes, soit à peu

viticulteurs

une année d'actions

Après une courte trêve, sans relâchement de la vigilance, durant les vendanges, les viticulteurs depuis un an n'ont pas cessé de mener des actions (barrages de routes et de voies ferrées, manifestations massives) pour montrer qu'ils n'acceptent pas de faire les frais des accords européens décidés à Rome ou à Bruxelles. Quelques dernières actions prouvent leur détermination : début novembre, dans un chais de l'Hérault, plus de 400 viticulteurs vident 250 000 litres de vin, produit à partir de mutés italiens, l'opération n'a pas demandé plus d'un quart d'heure.

Lundi 8 décembre : les viticulteurs de l'Aude interrompent le trafic ferroviaire (ligne Narbonne-Perpignan et Béziers-Narbonne), une délégation est reçue à la sous-préfecture de l'Aude en fin d'après-midi et dans la soirée 260 hecto de vin d'un camion citerne intercepté, sont vidés.

Samedi 15 décembre : réunion du Comité Régional d'action viticole (le CRAV) à la Maison de l'Agriculture à Béziers pour faire le point sur la situation agricole avant l'entrevue du 30 décembre avec le premier ministre. Après cette réunion, le CRAV menace de renforcer l'action

si des solutions réelles ne sont pas trouvées. L'action prendrait plusieurs formes : renforcement des opérations de contrôle des vins importés, non-paiement de l'impôt, non-remboursement des indemnités d'emprunt au Crédit Agricole, arrêt des cotisations à la Mutualité Agricole.

La manifestation régionale à Sète, ce lundi 29 décembre, sera le dernier coup de semonce de cette année 1975. Comme me le disait un des membres du CRAV, vendredi dernier : «après cette journée, si ça ne marche pas, on passera à une phase plus dure, même les notables n'ont rien obtenu et ils ne peuvent donc même pas utiliser la démagogie, si la réunion du 30 décembre ne débouche sur rien nous n'aurons que deux solutions, il y aura celui qui va rentrer tranquillement chez lui dans ses pantoufles et celui qui prendra le fusil».

Les viticulteurs ne se font pas trop d'illusions sur la «volonté» du gouvernement de résoudre le problème viticole dans leur intérêt : le degré hecto leur est payé environ 10,50F le degré hecto, compte tenu de la baisse de production, par exemple, la récolte de l'Hérault a été inférieure de près de 20 % cette année par rapport à 1974.

SUITE DE LA PAGE 1

Sous la pression des viticulteurs, le gouvernement français intervient et le 12 décembre, une taxe de 1,13 F le degré hecto (11,3 centimes le litre pour un vin de 10°) frappe les vins italiens qui entrent en France, mais les marges bénéficiaires des négociants doivent être bien importantes puisque, malgré cette taxe, ils continuent à introduire du vin italien. Ces trois derniers mois, plus de vin italien a été importé que les trois mois correspondants de l'année dernière.

Le 11 septembre, avec la taxation des vins italiens, Chirac promettait la création d'un groupe de travaux chargé d'élaborer un plan de sauvetage de la viticulture méditerranéenne.

Depuis, «Monsieur viticulture» a fait quelques apparitions rapides et sélectives dans les départements languedociens. Ces visites ont surtout eu un rôle de division : promettant aux uns (des promesses qu'il n'avait d'ailleurs pas le moyen de tenir) et ignorant les autres qui du coup, se sentaient sacrifiés. Sélection et division : c'est tout...

«office du vin ou pas la lutte devra continuer ferme»



Quant au fameux plan, on l'attend encore ! Ce même «Monsieur viticulture» devait remettre le mois dernier un rapport au gouvernement. Que dit ce rapport ? Les viticulteurs et l'ensemble des français l'ignorent... Des mois de bonnes paroles et pendant ce temps dit un vigneron de l'Hérault : «Nous sommes dans une situation catastrophique. Les premiers des coopératives sont tombés. Là, on s'aperçoit du coup de ciseau».

Tant qu'il ne s'agit pas de statistiques, de chiffres généraux, on ne réalise pas tout à fait, mais quand se sont les chèques qui arrivent... Avec une récolte de 20 à 30 % inférieure à celle de l'année

dernière et des prix à la production quasi inchangés, l'avenir des viticulteurs est sombre. Ils n'ont pas l'impression, eux, de sortir du tunnel, au contraire, ils constatent qu'ils s'y enfoncent.

Les organisations professionnelles mettent en avant la nécessité de la création d'un «Office du vin». Elles disent au gouvernement : il n'y a pas de moyen terme possible, ou cet «Office du vin» est mis sur pieds ou la viticulture française sort du marché commun. La finalité de cet office serait d'assurer un revenu décent aux viticulteurs, en organisant le marché intérieur, en agissant sur les prix et en contrôlant les importa-

tions. Cette idée n'est pas nouvelle. Il y a quelques semaines à peine, le ministre de l'agriculture y a répondu en renvoyant, sur ce point, comme sur les autres, la balle dans le camp du marché commun : «Cet office se situera nécessairement dans le cadre européen et se verra l'instrument d'une politique communautaire». Les viticulteurs qui savent comment marche l'Europe et à qui elle profite, ont tôt fait de comprendre ce qu'ils peuvent attendre d'un office ainsi conçu ! Et même si les propositions des organisations professionnelles étaient imposées au gouvernement, la victoire n'en serait pas pour autant acquise. Un viticulteur nous disait hier : «Nous nous battons pour cet office dans la mesure où il constitue un moyen de nous tirer actuellement d'affaire, de nous empêcher de crever car notre situation est vraiment catastrophique. Nous savons bien que cet office n'est pas la solution miracle, pas même la vraie solution... La lutte devra continuer ferme pour que finalement, office ou pas office, le point de vue des travailleurs triomphe».

LIÉVIN, 27 DÉCEMBRE 1975 : "nous continuerons à nous battre malgré toutes les pressions.."

Liévin, un an après le 27 décembre 1975, la Commission Populaire d'Enquête appelait à un rassemblement devant la fosse 3 où devait être érigée une stèle en hommage aux «42 envoyés à la mort» et à une réunion publique à 16h au cinéma casino sur les thèmes : «Le rapport des Houillères en accusation ! - les accidents du travail - la justice ? Non, leur justice !».

Ce jour-là, la direction des Houillères, dans la crainte que ne se développe un important mouvement dans les mines, en hommage aux 42, pour imposer la vérité, contre les aggravations des conditions de travail depuis un an (18 accidents très graves par éboulement depuis le 27 décembre 74 aux fosses 4 et 7) avait rassemblé les siens et développé une odieuse campagne de calomnie sur les membres de la CPE, et d'intolérables pressions sur les mineurs eux-mêmes. A la sortie de 13h, à la fosse 7 de Liévin, on pouvait voir un important dispositif mis en place afin de décourager les mineurs, de repérer les plus combattifs : gardes des Houillères en cadrant la sortie, gendarmes interpellant tout diffuseur de tract appelant au rassemblement de la fosse 3 les obligeant à «dégager les lieux le plus rapidement possible».

Lors du rassemblement, réunissant 150 personnes de Liévin et des alentours, d'incessantes patrouilles de gendarmes autour de l'entrée de la fosse 3, de nombreux petits groupes de gardes des Houillères, aux abords même du rassemblement, tentaient d'intimider, de décourager les mineurs, les familles des victimes, venus se recueillir.

A cette occasion, un tract signé «syndicat CGT, UP Lens», était diffusé devant les fosses. Ce tract des plus grossiers s'en prenait aux membres de la CPE, aux militants locaux PCR, colportant les ragots les plus écoulés, procédant à l'assimilation : «gauchistes = payés par Ponia. Ils reprenaient une vieille calomnie : ils (les gauchistes) arrachaient les fleurs des couronnes déposées sur les fourgons amenant à leur dernière demeure les corps de nos 16 camarades... du 6 de Fouquières» et du genre plus c'est gros plus ça passe : «de même que la possibilité leur ait donné de distribuer leurs tracts non seulement aux portes des puits mais y compris dans les lavabos comme à la fosse 7 d'Avion, dernièrement». Le titre même du tract en dit long sur la bassesse de la manœuvre : «Les vautours», reprenant cela ce que M. Darras, maire socialiste, écrivait déjà au moment de la création de la CPE. Ce tract visait également les veuves et les familles des victimes. Les auteurs tentaient une nouvelle fois de les décourager et faisaient pression sur elles pour qu'elles ne se portent pas partie civile.

Malgré la forte participation des mineurs au Tribunal Populaire ou aux autres réunions de la CPE, on pouvait constater à la réunion publique au cinéma casino, cette fois, leur faible participation. Un des mineurs présents, prit la parole dénonça à cette occasion les pressions conjuguées des Houillères, de la municipalité socialiste, des flics... s'écria : «LES Houillères, c'est féroce !», que de nombreux mineurs, las de ces pressions, n'étaient donc pas venus, mais «par le cœur

et l'esprit, ils sont tous avec nous».

Un mineur, membre de la CPE ouvrit la réunion : «il y a un an, 42 camarades étaient envoyés à la mort, et tout le monde disait : il n'est pas possible de lutter. Depuis, certains mineurs, les familles des victimes, soutenus par des ouvriers, les travailleurs, les jeunes de la région... avaient constitué la CPE, avaient mené l'enquête. Ensemble, ils ont démontré que la lutte est possible !»

sinon des réunions de remise de médailles, ces commémorations qu'il multiplie en ce moment, ce ne sont que des mascarades, des faire-valloir... le 20 décembre, les mineurs n'étaient pas avec lui». Un mineur dans l'assistance précisa que l'attitude de Darras n'est pas sans lui rappeler celle de l'ancien ministre de l'Intérieur (socialiste) J. Moch, en 1948, lorsqu'il faisait donner l'assaut avec des chars à la porte de la fosse 9, derrière laquelle les



Sur les questions de sécurité, si la direction s'est empressée, après la catastrophe de la renforcer en installant plus de taffanels, de télégrismètres, de barrages... «l'insécurité demeure car ce qui est en cause, c'est le salaire au rendement : il faut toujours travailler plus et plus vite... Alors, si tu veux gagner ta journée, tu dois travailler en insécurité, les cadres te poussent toujours au rendement !».

Puis, après la mise en accusation du rapport des mines, qui en revient de manière plus sournoise, à la thèse de la fatalité, on en vint à dénoncer l'attitude du maire socialiste de Liévin, Darras : «il n'a rien fait, ni pour la vérité ni pour les familles,

mineurs, en grève, s'étaient retranchés.

Sur le thème de la justice, un membre de la CPE rappela le rôle très positif joué par le juge Pascal dans la recherche de la vérité, dénonça son dessaisissement comme une mesure contre les mineurs, mais s'étonne de son absence à la réunion : «sa place est d'être auprès des mineurs et des familles des victimes...» La réunion se terminait sur la dénonciation du tract CGT : «les vautours» la nécessité d'une riposte et surtout sur la nécessité de poursuivre la lutte contre le salaire au rendement et toute autre forme d'exploitation des Houillères : logement, médecine des Houillères... J.P.M.

indice des prix

les manipulations de Fourcade ne parviennent pas à masquer l'ampleur de la hausse

0,6% ou 0,7% d'augmentation de l'indice des prix en novembre ? On ne le saura qu'aujourd'hui. Mais le gouvernement laisse déjà percer sa satisfaction par l'intermédiaire de ses commentateurs stipendiés de la radio et de la télévision. Ce serait un bon résultat, un signe du ralentissement de la hausse des prix, un succès pour Fourcade. On annonce que pour 75, la hausse des prix aura été inférieure à 10%, mais supérieure à 9%, Fourcade pronostiquait il y a un an 8% et en juin dernier 9%, ce qui ne l'empêchera pas de se féliciter du résultat.

Mais même, par rapport à l'indice truqué, le résultat annoncé, est bidon. Fourcade s'est livré à des manipulations supplémentaires pour pouvoir annoncer une hausse inférieure à 10% en 75. Il a retardé plusieurs hausses pour qu'elles ne soient pas comptabilisées sur 75 : la hausse de l'essence et du fuel n'est comptabilisée que pour moitié, la hausse des tarifs voyageurs SNCF de 8% qui intervient après le 1^{er} janvier ne rentre pas en ligne de compte.

Ce que cache Fourcade également, en annonçant moins de 10% de hausse, c'est qu'en réalité, si on compare la moyenne des prix de 75 à celle de 74, la hausse est de 11,7%. Si cependant l'indice 75 est moins élevé

que l'indice 74 les travailleurs n'y ont rien gagné au contraire. Pour tenter de limiter la hausse des prix, le gouvernement a fait pression sur les prix agricoles et sur les salaires. Si l'on constate une hausse modérée des produits alimentaires d'origine agricole, cela tient à la pression exercée sur les produits agricoles qui s'est traduite par une baisse du pouvoir d'achat des paysans. Quant aux salaires, le gouvernement et les patrons ont opposé un refus systématique aux revendications des travailleurs et promettent pour 76 une baisse du pouvoir d'achat. Par contre, les profits n'ont pas été attaqués, le projet de loi sur la taxe conjoncturelle qui aurait pu taxer certaines hausses de profits trop élevées n'a pas été appliquée.

Parce que l'inflation permet de diminuer le pouvoir d'achat des travailleurs, Fourcade ne s'y oppose que dans certaines limites ; son but étant qu'elle soit inférieure à celle de ses concurrents et en particulier de l'Allemagne. Pour cette année, cet objectif n'a pas été atteint puisque les taux d'inflation de l'Allemagne, des Etats-Unis et du Japon sont inférieurs à celui de la France. En conséquence, leurs prix seront plus concurrentiels que ceux des capitalistes français sur le marché international.

Serge LIVET

feuilleton

LIEVIN LE MINEUR ACCUSE

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

Dès le lendemain de la catastrophe, commence la campagne d'intoxication : «fatalité», «inexplicable». C'est ce que disent les journaux, comme «l'Aurore» qui titre : «Liévin : inexplicable» et poursuit : «coup du sort, car il n'est pas d'autre explication jusqu'à présent... La solidarité, pour l'heure, prime sur les revendications et les accusations» (30.12.1974). C'est ce que dit aussi la fédération du Pas-de-Calais du parti socialiste : «une nouvelle fois les mineurs payent un lourd tribut pour l'essor industriel de notre pays. Leur sacrifice et celui de leur famille sont une dette supplémentaire de la nation envers la profession minière». La catastrophe est «naturelle» ! Tous invitent à la résignation, y compris les directions syndicales y compris la direction de la CGT : «les causes de cette tragédie ne sont pas connues... Ce drame met en évidence d'une cruelle fa-

çon le danger d'un métier qui nécessite un effort maximum pour assurer l'hygiène et la sécurité». (28.12.1974).

Dans le court laps de temps qui sépare les obsèques de la catastrophe, les familles sont harcelées par les journalistes à la recherche d'une exclusivité et par les personnalités, dont l'évêque d'Arras, qui visitent les familles en assurant que la «solidarité» entre exploités et exploités doit primer sur tout désir de vengeance.

Mais dans les bistrotts où ils retrouvent les places vides laissées par leurs camarades disparus ou au moment du briquet, les mineurs, discutent des causes de la catastrophe, du manque de sécurité.

Le samedi 28 décembre, le lendemain de la catastrophe, les mineurs décident de ne pas travailler. Au 7 d'Avion, les 17 bus

repartent avec les mineurs, dont certains viennent de la région de Saint-Pol. La grève est totale dans l'unité de production de Lens. Le lundi, au 13/18 d'Hulluch, les 1 000 mineurs refusent de descendre parce que la fosse est trop grisouteuse, l'ingénieur voulait les faire travailler à la teneur de grisou beaucoup trop élevée de 3%. C'est la grève sans consigne syndicale : «L'équipe du matin avait fait grève spontanément». Quand je suis arrivé, les délégués étaient là, ils ont dit : «L'équipe du matin n'a pas travaillé à cause des conditions de sécurité, maintenant si vous voulez travailler...voyez, ils n'ont jamais dit : «il faut arrêter».

(un mineur du 13/18 d'Hulluch)

Le lundi, le ralentissement du travail est général, par exemple, au 7 d'Avion, les mineurs chargés du forage de galerie ne

font que 50 centimètres d'avancée, au lieu des 5 mètres habituels.

Dès le lendemain de la catastrophe, des mineurs accusent publiquement les Houillères, comme Gérard S., 43 ans, 27 ans de fond, qui a refusé de descendre aux «Six Silons» depuis le 16 décembre parce qu'il estimait qu'il y avait trop de choses qui n'allaient pas, au fond, la ventilation insuffisante, la chaleur anormale... Pour lui, dans de telles conditions, en effet, la catastrophe devait arriver : «Quand ma femme m'a appris la catastrophe, on ne parlait encore que de 6 morts et de quelques blessés. Mais moi, déjà, je savais qu'ils n'étaient pas 6, mais au moins 40. Et j'étais capable de dire où ils se trouvaient quand l'explosion les a surpris. Depuis toutes ces années que nous ne nous quittons pas, et que chacun

de nos gestes engageait la sécurité de tous les autres...»

Dès le lendemain de la catastrophe, aux puits, dans les corons, dans les cafés, des militants de la fédération Nord-Pas-de-Calais du Parti Communiste Révolutionnaire (ml) discutent avec les mineurs, ils enquêtent sur les causes de la catastrophe en appelant les mineurs à se mobiliser contre les Houillères. Les premiers contacts pris, les premiers témoignages recueillis vont servir au lancement de la Commission Populaire d'Enquête de Liévin.

Le lundi 30 décembre, le juge Henri Pascal, du tribunal de Béthune, descend dans la galerie où s'est produite la catastrophe, accompagné du substitut Pringuez. A la sortie de la mine, il déclare notamment : «il est choquant qu'en cas de catastrophes semblables on ne

prononce jamais d'inculpation». Mais, les mineurs attendent peu, les choses de cette enquête, témoin cette remarque : «S'il va trop loin, il sera foutu en l'air. Les Houillères c'est nationalisé, c'est l'Etat, et la justice, c'est l'Etat, donc ça ne peut pas aboutir» (au café, à la sortie du 4 de Lens).

Les représentants des syndicats se sont mis d'accord avec les autorités locales, avec le préfet pour fixer les obsèques au mardi 31 décembre. Le lundi avait d'abord été envisagé mais, on craignait que les mineurs ne reprennent pas le travail le lendemain et que cela crée une situation propice à un mouvement. En fixant au mardi, c'est la veille du jour de l'an qui doit permettre de tout faire rentrer dans l'ordre.

Il y a tout juste 1 an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

L'ENERGIE NUCLEAIRE -3-

LES CENTRALES NUCLEAIRES

Dans les centrales nucléaires, il s'agit de contrôler cette réaction en chaîne, on utilise un uranium plus proche de l'uranium naturel (ou l'uranium 238, qui ne «casse» pas, est répondeur à 98%) et l'on cherche à contrôler les neutrons, qui sont, comme on l'a vu, des déclencheurs de fission. Pour ce faire, on dispose au cœur des réacteurs (là où se trouve l'uranium) des matériaux absorbants de neutrons, en particulier le carbone, sous forme de barres de graphite.

Les différentes «filiales» reposent toutes sur ce principe, les différences venant de l'emploi d'uranium naturel ou enrichi en uranium 235, et dans le procédé de récupération de la chaleur produite dans le réacteur.

C'est dans ce sens de la filière utilisant de l'uranium naturel comme «combustible» et du gaz comme transporteur de chaleur, que le commissariat à l'énergie atomique créé en 45 avait orienté ses recherches. En 1968, lors de l'offensive de Westinghouse (la firme américaine qui avait développé la filière à uranium enrichi et eau naturelle, car l'eau absorbant beaucoup les

neutrons, il faut un uranium plus réactif), le gouvernement français, désireux de passer à une production industrielle, choisissait un programme de construction de centrales de ce type. Le procédé aujourd'hui adopté par l'EDF est celui des réacteurs à eau sous pression (PWR). Il consiste en l'utilisation de deux circuits d'eau, le premier au cœur du réacteur, le refroidissant ainsi et récupérant de sa cha-

et dont la vapeur ainsi produite fait tourner des turbines accouplées à des alternateurs producteurs d'électricité. (voir schéma)

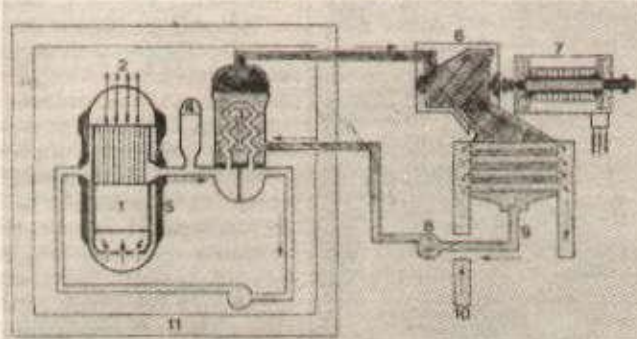
LES DANGERS DES CENTRALES

Les dangers de ces centrales (ils existent pour toutes les filiales) découlent de leur fonctionnement :

- Les centrales fonctionnant à l'uranium enrichi, le

problème du stockage est particulièrement important. Or, jusqu'à aujourd'hui, rien ne permet d'affirmer que les procédés utilisés présentent une garantie sur une aussi longue période. En particulier, on s'est aperçu que certains containers de béton immergés et contenant de tels déchets s'étaient fendus... On peut envisager de traiter ces déchets, en ramenant leur radio-activité à quelques dizaines d'années, mais le procédé, jugé «non rentable», n'est pour l'instant qu'au stade expérimental.

- Les accidents les plus fréquents déjà sur les centrales ont pour origine les canalisations (dont le kilométrage est très important) des circuits d'eau. Les ruptures de canalisations sont particulièrement dangereuses lorsqu'elles se produisent sur le circuit primaire, dont l'eau qui a absorbé quantité de neutrons dans le réacteur, est radio-active. Aux Etats-Unis, où ces accidents sont fréquents, on emploie des entreprises de travailleurs intérimaires (qui ne connaissent donc pas les dangers encourus) pour faire les interventions sur ces canalisations. La même chose commence à se produire en France.



1- cœur du réacteur
2- barres de contrôle
3- échangeur
4- pressuriseur
5- cuve
6- turbine
7- alternateur
8- pompe
9- condenseur
10- eau de la rivière
11- enceinte de confinement

leur. Ce circuit est alimenté en eau sous très forte pression, ce qui lui permet de rester à l'état liquide. Dans un échangeur, cette eau sous pression transmet sa chaleur dans un deuxième circuit dont l'eau, portée à ébullition,

transport de ce matériau radio-actif nécessite une grande sécurité. De même, les produits de la fission, les déchets, très radio-actifs, doivent être transportés, puis stockés. Certains restant radio-actifs durant des millénaires,

L'ANNEE DE LA FEMME ATF 1

Sur TF 1, ce dimanche, le bulletin d'informations, censé présenter l'actualité était particulièrement caricatural. Que pouvait-on apprendre de ce qui se passe dans le monde et en France ? La grève des ouvriers de Renault était rapidement évoquée après un reportage sur le premier vol de Concorde qui retient toute l'attention des trois chaînes depuis plusieurs jours. Venait après une suite d'événements, donnés pélemêle : la grève des pompistes touche à sa fin ; un magasin de meubles a été plastiqué en Corse ; on n'a pas retrouvé la petite Laurence, mais on a capturé un gitan d'origine bretonne, qui avait enlevé un gendarme.

Pour clôturer ce «journal», quand même, un événement de tout premier ordre qui justifie qu'on passe sous silence les problèmes des viticulteurs : l'élection de «Miss France». Une cérémonie de clôture appropriée pour l'année de la femme.

Le jury, présidé par le député maire d'Evry, Michel Boscher, avait la tâche difficile de choisir entre 54 «miss régionales»

«Sois belle et tais-toi» pourrait être la devise de cette parade dégradante de femmes-objets devant un jury de maquignons de comices agricoles.

C'est ça qu'ils appellent de l'information objective !

programme

LUNDI 29 DÉCEMBRE

TF 1
13 h 00 - JOURNAL
13 h 35 - DEUX ANS DE VACANCES
14 h 35 - HOMMAGE A CHARLIE CHAPLIN
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - CARMINA BURANA
22 h 55 - LE CLUB DE 10 H
23 h 25 - JOURNAL et fin

A 2
18 h 10 - TENDRE BESTAIRE
18 h 25 - LA BOITE A IMAGES
18 h 30 - JOURNAL
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LE TOUR DU MONDE EN 80 JOURS
23 h 15 - JOURNAL et fin

FR 3
20 h 00 - LES PETITS PAPIERS DE NOËL
20 h 30 - LES MINES DU ROI SALOMON
22 h 10 - JOURNAL et fin

MARDI 30 DÉCEMBRE

TF 1
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Michel Strogoff
20 h 30 - MICHEL STROGOFF
22 h 10 - IL Y A 100 ANS 1875
23 h 10 - JOURNAL et fin

A 2
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LE TOUR DU MONDE EN 80 JOURS
22 h 00 - RENDEZ-VOUS AVEC EMILE PETIT
23 h 15 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 55 - JOURNAL
19 h 00 - pour les JEUNES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - JOURNAL
20 h 30 - LES REVOLTES DU BOUNTY
23 h 20 - JOURNAL et fin

Carmina Burana, opéra scénique de Carl Orff remplace les Contes d'Hoffman dont le montage n'a pu être terminé à temps. Sur l'œuvre de Carl Orff, Jean-Pierre Mel-

Carl Orff, Jean-Pierre Ponnelle a monté en studio une sorte de comédie musicale évoquant des scènes populaires du Moyen-Age. On peut tout craindre de ce genre de réalisation qui risque de ne nous restituer qu'un Moyen-Age de pacotille.

Mais ne serait-ce que pour la musique et les fameuses «Carmina Burana», pièces musicales du Moyen-Age découvertes dans une abbaye allemande au début du siècle, qui ont conservé beaucoup de leur beauté et de leur fraîcheur malgré l'adaptation de Carl Orff.

Pour ceux qui n'aimeraient pas, il n'y a, hélas rien de passionnant sur les autres chaînes : Jules Vernes en comédie musicale sur A2 et un film raciste et colonialiste sur FR3. C'est peut-être l'occasion d'aller au cinéma ?

(à suivre)

conte vietnamien

LE REIGNE D'IVOIRE

Ce jour-là, pendant le repas, Sau mit dans le bol de l'enfant une boulette d'œufs de poisson. Elle plongea ses baguettes dans son bol, puis, d'un mouvement brusque, fit sauter les œufs au dehors en répandant le riz sur le plateau. Hors de lui-même, Sau lui donna une claque sur les fesses en criant :

- Pourquoi as-tu la tête si dure ?

Je crus qu'elle allait pleurer, se rouler à terre, renverser le plateau ou s'enfuir. Mais non. Elle resta sans un mot, la tête courbée vers le sol. Puis ayant repris la boulette d'œufs avec ses baguettes pour la remettre dans son bol, elle se leva en silence et s'en alla. Arrivée au bord de l'eau, elle sauta dans la barque, détacha la chaîne avec un grand bruit de ferraille et traversa le canal. Elle alla chez sa grand-mère maternelle et resta là à pleurer. Le soir, sa mère alla la chercher, mais ne put la décider à revenir. Sau devait repartir le lendemain. Pour la dernière soirée qu'ils devaient passer ensemble, sa femme ne voulut pas forcer la petite à rentrer.

Le lendemain matin, les parents et connaissances étaient là, nombreux. L'enfant était également revenue, avec sa grand-mère, Sau occupé à recevoir tout ce monde, ne faisait plus attention à sa fille. Quant à sa femme, elle passait son temps à lui préparer son sac et remplir sa sacoche de

toutes sortes de menus objets. La petite, laissée seule, se tenait tantôt dans un coin, tantôt appuyée sur le montant de la porte, à regarder les visiteurs qui s'empressaient autour de son père. Elle n'avait plus l'air têtue et fâché, mais paraissait plutôt triste. Ses longs cils recourbés et presque immobiles semblaient agrandir ses yeux, qui avaient perdu l'expression farouche des jours précédents, mais regardaient d'un air pensif et profond.

Au moment des adieux, après avoir serré la main à tout le monde, Sau chercha des yeux sa fille et la trouva debout dans un coin.

Sans doute voulait-il l'embrasser, mais il lui semblait craindre de la voir encore se débattre et s'enfuir, et il se contenta de la regarder d'un air triste et plein d'affection. Je vis subitement les grands yeux de l'enfant se troubler :

- Allons, papa s'en va, mon enfant, murmura Sau.

Nous tous, comme lui-même, nous croyions qu'elle allait rester là sans réagir. Mais chose inattendue, elle cria de toutes ses forces :

- Papa ! papa !

Son cri était déchirant. Il semblait déchirer à la fois le silence et le cœur de tous les assistants. C'était le cri qu'elle avait gardé en elle depuis de longues années et qui éclatait enfin, douloureusement. Elle cria en courant et rapide comme un écureuil, sauta au cou de son père.

Elle serrait son père de

toutes ses forces, en sanglotant :

- Papa, je ne te laisserai plus partir. Reste à la maison avec moi.

Son père la prit dans ses bras, et elle l'embrassait sur les cheveux, le cou, les épaules et la cicatrice de la joue.

C'est alors que sa grand-mère maternelle m'apprit



papa est parti depuis longtemps et tu l'as oublié.

- Ce monsieur ne ressemble pas à la photo de papa prise avec maman.

- Et pourquoi pas ? Pendant tout ce temps papa a un peu vieilli, c'est tout.

- Ce n'est pas cela. Mais papa n'a pas cette cicatrice sur la joue.

Ah, c'était donc cela ! La grand-maman poussa un long soupir. Elle lui expliqua aussitôt que son papa avait été blessé dans un combat contre les colonialistes français. Elle lui rappela les crimes que ceux-ci avaient commis à l'entrée du canal où ils avaient un poste. L'enfant écoutait en silence. Elle se retournait dans son lit et se mettait de temps en temps à soupirer comme une grande personne. Le lendemain matin, elle demanda à sa grand-mère de la ramener à la maison. Elle venait de reconnaître son père, mais c'était au moment où celui-ci devait partir.

Elle tenait toujours son papa serré dans ses bras. Ne voulant pas laisser sa fille s'apercevoir qu'il pleurait, Sau prit son mouchoir pour s'essuyer les yeux, puis l'embrassa sur les cheveux en lui disant :

- Je m'en vais, mon enfant, mais je reviendrai vivre avec toi.

- Non, cria-t-elle en se cramponnant de toutes ses forces à son cou.

qu'elle avait découvert la veille pourquoi la petite n'avait pas voulu reconnaître son père. Elle lui avait demandé :

- C'est pourtant ton père. Pourquoi ne le reconnais-tu pas ?

- C'est pas vrai, dit-elle en bondissant dans son lit.

- Comment ce n'est pas vrai ? La chose est que ton

la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER

le P«C»F et les libertés...

Nous publions le texte d'une lettre ouverte de démission adressée au P«C»F et communiquée à la presse par une militante de ce Parti à Bordeaux.

Veuillez trouver ci-joint une lettre ouverte que j'adresse au Parti Communiste Français, ce jour.

Bordeaux,
le 15 décembre 1975

Camarade,

C'est avec une grande révolte, et une déception à la mesure de la confiance que je pouvais accorder au PCF, que je t'adresse cette lettre.

En effet, l'attitude du PCF, face à la répression gouvernementale qui sévit à l'encontre de toute expression populaire, m'oblige à la dénoncer à tous les niveaux.

Le gouvernement français, en vrai capitaliste, assure la suprématie d'une minorité ; et pour la conforter, il lui est maintenant indispensable de faire alliance avec les tendances capables de sacrifier certaines valeurs pour la conquête du pouvoir. Cet objectif décuplerait d'efficacité si, en se réalisant, il permettait de briser l'unité de la Gauche, car la force que constituent les travailleurs unis repré-

sente un danger pour le gouvernement.

Pour entreprendre sa manœuvre, le Pouvoir en place a choisi comme prétexte : l'action menée par certaines organisations en faveur des appelés. Une vague de répression contre certains militants est alors venue augmenter la répression sévissant toujours dans les entreprises. Ces actes de répression étant d'une violence caractéristique des régimes fascistes, toutes les organisations concernées par le problème des libertés étaient tenues de réagir.

Il fallait se prononcer et le PCF s'est aussi trouvé dans l'obligation de choisir son camp :

- soit, soutenir le gouvernement ;
- soit, se joindre à toutes les forces anticapitalistes.

LE PCF A CHOISI

Selon ses déclarations, «il ne pouvait participer à une action unitaire menée par des organisations anticapitalistes... des gauchistes s'y étant joints». Il ne reste donc qu'un autre camp !!!

COMMENT NE PAS CONDAMNER CE CHOIX ?

Au niveau local, les faits sont aussi éloquents.

A Bordeaux, lors de la réunion intersyndicale - interpartis - provoquée le soir même de l'arrestation du secrétaire général de l'UD 33 CFDT (mercredi 3.12.1975), le PCF s'est trouvé contraint de s'associer à une manifestation unitaire ; cependant, arguant le nombre de ses militants et leur puissance -éléments qui rendaient impossible la mobilisation des forces dans les 24 H- il a retardé cette manifestation au vendredi 5 à 17 H (nous savons bien que le temps ne joue jamais en faveur des travailleurs...).

Un appel unitaire à la manifestation a donc été lancé pour le vendredi, mais, dès le lendemain (jeudi 4), l'appareil national du PCF faisait les déclarations citées précédemment. Quels moyens pouvaient utiliser les dirigeants locaux pour lier leur démagogie à l'application immédiate des ordres supérieurs ? La seule issue résidait dans la dissolution de la manifestation, mais un prétexte était indispensable !

Dès le rassemblement, la détermination des dirigeants du PCF était évidente, dans la mesure où ils avaient jugé inopportun autant qu'inutile de s'y rendre avec une banderole les situant en qualité d'or-

ganisation. Ces dirigeants ont saisi le premier prétexte pour menacer de dissoudre le rassemblement, à savoir une banderole ne reprenant pas les mots d'ordres unitaires.

Compte-tenu de l'impact minime de cette déclaration sur la foule, le deuxième motif invoqué a été sans appel :

«Des groupes fascistes s'étant introduits dans la foule pour provoquer des affrontements, l'ordre de dissolution était intimé». Les dirigeants et autres inconditionnels se sont désolidarisés sur le champ, alors que la CFDT maintenait l'appel à la manifestation. Cette manifestation s'est donc déroulée dans le plus grand calme, et sans incidents.

En qualité de militante syndicale ayant des responsabilités au niveau régional, je ne puis tolérer qu'une organisation qui se réclame de la lutte de classes pour l'abolition du capitalisme, continue à tromper les travailleurs. Il est plus facile d'exiger des autres d'être clairs, mais quels sont les intérêts actuels du PCF ?

Comment peut-il utiliser encore les arguments de «défense des travailleurs», de «parti de la classe ouvrière», après cette trahison ?

Mais de quels travailleurs s'agit-il ?

De quelle classe vient-il le défenseur ?

IL FAUT QUE TRIOMPHE LA VÉRITÉ

Cette situation m'interdit de participer, même par une simple adhésion, à la vie d'un tel parti politique. Aussi, je suis con-

DES APPELS M'ONT DEMANDÉ D'EN INFORMER LES LECTEURS DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

On a beau emprisonner des dizaines d'appelés et de syndicalistes, aujourd'hui c'est nous qui sommes en position de force. Devant le moindre risque de mobilisation, les gradés paniquent. En voici un exemple, parmi d'autres :

Dimanche, au 57^e régiment de commandement et de transmissions de Mulhouse, un adjudant-chef en civil, qui se promène dans le quartier, s'en prend à un caporal parce que certains des soldats qu'il emmène à l'ordinaire, ont les mains dans les poches. Il lui demande son identité, lui promet des jours d'arrêt et lui envoie une giflette !

La trentaine d'appelés, témoins de la scène, sont indignés et incitent leur camarade à faire un rapport.

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 Paris
de 8 h. 30 à 13 h.

trainte de donner ma démission.

Reçois, camarade, mes salutations.

L. M.

Branle-bas de combat. Le soir même, le colonel les convoque. Il essaie de les faire se contredire pour blanchir l'adjudant. Il rôde autour de la compagnie, tend tour à tour le bâton et la carotte, et surtout essaie d'étouffer l'affaire : «si cela se sait à l'extérieur, je vous tiens pour responsables». Ces manœuvres grossières ne font qu'accroître la colère des appelés.

Non, nous ne laisserons pas impunément frapper nos camarades, et cela se saura !

C'est dans ce but que des appelés m'ont demandé d'en informer les lecteurs du «Quotidien du Peuple».

Amicalement,

un lecteur de Mulhouse

pour soutenir le Quotidien du Peuple

Pour les travailleurs les fêtes de fin d'année, ce n'est pas un moment «d'oubli» comme on voudrait nous le faire croire, simplement c'est l'occasion de briser un peu le rythme infernal de cette vie que nous subissons, de se retrouver en famille, entre amis, de faire le point. Un moment où on prend le temps de se revoir d'aborder des sujets de discussions qu'on a pas eu le temps d'aborder à d'autres moments. Pour de nombreuses familles ouvrières dispersées par le chômage aux quatre coins du pays, c'est le seul moment de l'année où on essaie de se retrouver tous ensemble, et de briser la logique d'un système qui empêche les liens humains entre les travailleurs.

Les lecteurs du Quotidien du Peuple, tous ceux qui veulent le soutenir, ne manqueront pas de mettre ces jours de fête à profit ! Comme ce groupe de lecteurs dans l'Est qui organise un réveillon de soutien au journal. Une réunion de famille, une réunion d'amis, c'est l'occasion pour chacun de faire connaître plus largement le Quotidien du Peuple, le journal de tous les travailleurs, écrit par eux, avec eux, et qui est le seul à refléter leurs aspirations.

L'occasion aussi d'étendre le soutien financier.

La nécessité politique d'une parution plus abondante a été vivement ressentie par l'ensemble des lecteurs : pendant toute une série de numéros, le journal a reflété, en publiant un certain nombre de vos lettres, cette exigence. Aujourd'hui, nous approchons des 15 millions nécessaires à cette entreprise.

Fixons nous comme objectif de les atteindre pour la fin de l'année, pour les trois mois de parution du journal.

Ces jours de fête ce sera enfin, l'occasion de lire les articles qu'on a peut-être pas eu le temps de lire les autres jours, d'en relire d'autres, d'engager à plusieurs le bilan de ces trois mois de parution du Quotidien du Peuple : quelles améliorations ? Quelles insuffisances encore ? Nous nous proposons d'engager bientôt ce bilan dans le journal en donnant la parole très largement aux lecteurs même occasionnels, à tous les travailleurs qui sont intéressés par le projet que nous commençons à mettre en œuvre. Un lecteur ouvrier, père de famille, nous écrivait l'autre jour : «Ce que vous faites m'intéresse, mais je n'ai pas beaucoup le temps d'écrire. J'essaierai pendant les congés de Noël de vous envoyer tout de même quelques critiques et peut-être un projet d'article».

A son exemple, mettons ces quelques jours à profit pour faire encore davantage masse autour du Quotidien du Peuple, votre journal !

Pour soutenir le Quotidien du Peuple, des calendriers, affiches et cartes postales en couleur sont à votre disposition

calendrier : 10 F



UNE DES COMITÉS POUR SOUTENIR LA VICTOIRE DU PRÉSIDENT DE LA LUTTE ANTI-CAPITALISTE CONTRE LES LICENCIEMENTS LE GOUVERNEMENT ET LES VIEUX INTÉRÊTS ET CONTRE LES BOURGEOIS. (17 JANV.)

1976	janvier				le quotidien du peuple
lun	5	12	19	26	
mar	6	13	20	27	
mer	7	14	21	28	
jeu	1	8	15	22	29
ven	2	9	16	23	30
sam	3	10	17	24	31
dim	4	11	18	25	

17 janvier 1976 - jour de congé
18 janvier 1976 - jour de congé
19 janvier 1976 - jour de congé
20 janvier 1976 - jour de congé
21 janvier 1976 - jour de congé
22 janvier 1976 - jour de congé
23 janvier 1976 - jour de congé
24 janvier 1976 - jour de congé
25 janvier 1976 - jour de congé

JE M'ABONNE

250 F 1 AN
150 F 6 MOIS

80 F 3 MOIS
30 F 1 MOIS

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

JE SOUSCRIS

10 F 50 F

100 F F

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

Envoyer à :
Le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 PARIS Cédex 19
CCP 23 132 48 F PARIS

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

international

INDE 700 MINEURS ASSASSINES PAR LE CAPITAL

SUITE DE LA PAGE 1

Toutes les mines de charbon ont été nationalisées en octobre 1972 et janvier 1973. Depuis cette date, les mineurs ont pour patron l'Etat indien ; patron dont ils ont pu faire rapidement l'expérience. La nationalisation des mines a perpétué la même mise en salaires, les mêmes conditions de travail. La nationalisation était intervenue, officiellement, pour prendre le relais des anciennes petites compagnies privées «incapables d'assumer les investissements nécessaires à la rentabilité et à l'aménagement de la sécurité de l'exploitation des mines». Depuis, si les investissements de l'Etat dans les installations minières se sont développés, en revanche, les fonds destinés à l'aménagement de la sécurité dans les puits ont été dilapidés par la bourgeoisie indienne et la bureaucratie de l'Etat. L'«Economic Times» décrivait ainsi l'utilisation des fonds d'Etat dans les mines : «Les sociétés minières ont profité de la corruption dans les chemins de fer, et ont réussi à vendre tout ce qui sortait de noir des mines comme du charbon à haute teneur, principalement aux Chemins de fer, aux aciéries, aux stations thermiques, et à d'autres entreprises du secteur public ou semi-public. A cause de la faible teneur du charbon,



La combativité des travailleurs indiens

les hauts fourneaux et les fours à coke de plusieurs aciéries et centrales thermiques ont été sévèrement endommagés, causant à la nation des pertes de centaines de millions de roupies». Le même journal ajoute qu'«élever la teneur du charbon, surestimer le poids (des wagons de charbon) sur les bascules des Chemins de fer, est devenue pratique courante».

Les mines, les entreprises industrielles, les chemins de fer, les banques et les assurances ainsi qu'une partie de l'agriculture et du commerce constituent le secteur économique capitaliste. Il intervient pour près de 30 % dans le revenu national et ce sont les entreprises de ce secteur qui jouent le rôle moteur dans l'écono-

mie indienne. Le secteur nationalisé, au sein de ce secteur capitaliste, joue un rôle très important. L'Etat s'est chargé de développer les branches économiques dont les capitalistes indiens ou étrangers ne voulaient plus (les investissements y étaient trop lourds et les profits aléatoires). Cette prise en charge, par l'Etat indien, d'un certain nombre de ces secteurs a permis au capitalisme indien de se développer : qu'il s'agisse des transports ou des instruments de crédits, l'Etat n'a jamais remis en cause la propriété privée (larges indemnités des secteurs nationalisés), mais encore a aidé le secteur privé, soutenant l'activité des monopoles.

Cela explique l'ampleur des luttes du prolétariat

indien du secteur public, malgré la répression féroce. En janvier dernier, pour obtenir des améliorations de salaires à la suite d'une inflation galopante, plus de 2 000 dockers et employés s'étaient mis en grève illimitée, paralysant les grands ports. Le gouvernement après avoir refusé l'augmentation réclamée, faisait intervenir l'armée de terre et la marine, déclarant la grève «illégal» et plaçant les services portuaires sous la juridiction de la «loi de défense», autorisant les arrestations et la réquisition des marins. En mai 1974, la même procédure avait été utilisée contre les cheminots, après une grève générale de vingt jours : 50 000 syndicalistes cheminots avaient été arrêtés et 10 000 cheminots licenciés, «répression sans précédent dans l'histoire de l'Inde», disait le secrétaire général du syndicat des cheminots. Qui plus est, tortures et détention sans procès sont le lot des précaires en révolte. Une commission internationale a dénoncé les conditions de détention des ouvriers grévistes : «le niveau des tortures et leur sadisme varient selon l'importance politique accordée au suspect».

Non content d'assassiner dans les entreprises, le capitalisme indien tue dans ses prisons.

Camille NOËL

Le quotidien du peuple

Déclaration de l'OLP

Ezzedine Kalak, directeur du bureau d'informations et de liaison de l'Organisation de Libération de la Palestine à Paris, a publié une mise au point de Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP, à la suite des déclarations faites au «Monde» par M. Souss, représentant culturel de l'OLP à l'UNESCO.

M. Souss avait déclaré : «Nous revendiquons le droit de fonder un Etat national en Cisjordanie et à Gaza», l'existence d'un tel Etat-croupion s'accompagnant d'un accord de non-belligérance entre l'«Etat» palestinien et l'entité sioniste «Israël». Cette prise de position n'est pas le fait de M. Souss, uni-

quement. Elle traduit l'importance des pressions exercées sur l'OLP par les USA et l'URSS qui voudraient voir la lutte de libération nationale du peuple palestinien déviée et se fourvoyer dans la création d'un «Etat» palestinien qui partagerait la Palestine avec «Israël». La mise au point de Farouk Kaddoumi montre que, face aux pressions des impérialismes, l'OLP mènera la lutte jusqu'à la libération de toute la Palestine de l'occupant sioniste et l'instauration d'une République démocratique et laïque sur l'ensemble de la Palestine, seule possibilité de coexistence entre chrétiens, juifs et musulmans.

«Le Monde du 25 décembre 1975 a publié des déclarations attribuées à M. Ibrahim Souss, observateur permanent de l'OLP auprès de l'UNESCO, en le qualifiant de responsable de notre organisation. Je tiens à vous rappeler que M. Souss n'est habilité à faire aucune déclaration d'ordre politique au nom de l'OLP. Il a pour unique mandat de traiter des problèmes culturels dans le cadre de l'UNESCO.

« Mais ses déclarations à votre journal ayant eu de nombreuses répercussions, je tiens à souligner expressément ce qui suit :

« Les droits nationaux inaliénables du peuple palestinien sont indivisibles. Ce sont ceux du retour à ses foyers, de l'auto-détermination sur le sol de sa patrie, la Palestine, l'indépendance et la souveraineté de même que le droit de lutter pour réaliser tous ces objectifs. Une paix durable et équitable ne peut se concevoir qu'avec l'instauration d'un Etat démocratique sur l'ensemble de la Palestine. Et le premier pas susceptible, aujourd'hui de mener à une telle paix, est un retour de tous les palestiniens à leur patrie.»

en bref

PLIOUCHTCH SERA PEUT ETRE LIBERÉ

Les services de la police soviétique ont averti Mme Pliouchtch qu'elle pouvait déposer une demande de visa et qu'elle aura la réponse le 29 décembre. Rappelons que son mari est détenu dans un hôpital psychiatrique depuis 1972, et qu'il est soumis à des tortures pour son opposition au régime. Le PCF avait réclamé la libération de Pliouchtch, sans pour autant évidemment, condamner la répression capitaliste en URSS. Peut-être les dirigeants soviétiques espèrent-ils, s'ils libèrent Pliouchtch, atténuer un peu l'aveu qu'ils viennent de faire sur l'existence des camps de travail. Mais sa libération ne changera pas le fonctionnement intime du système capitaliste dans le pays.

PORTUGAL : LA BOURGEOISIE CONTINUE LA REPRISE EN MAINS»

Depuis quelques jours, une nouvelle publicité est très régulièrement projetée à la télévision portugaise : cette publicité affirme «Tu peux être utile au pays. Viens à la Garde Nationale Républicaine. Dix mille amis t'y attendent». Quand on sait que la GNR a été la principale force de répression des ouvriers et soldats révolutionnaires portugais, on comprend que la bourgeoisie, au Portugal, cherche à renforcer aujourd'hui son appareil répressif. Dans le même temps, le sixième gouvernement a pris des décisions économiques qui sont l'écho des préoccupations de la Confédération de l'industrie portugaise, qui a réclamé récemment des mesures destinées à «rétablir la confiance dans l'économie portugaise». Ces mesures prises par le gouvernement visent à relancer la production par le développement du crédit. Si le gouvernement a reconnu le droit des travailleurs au contrôle de la gestion des entreprises, il a, dans le même temps, suspendu les re-négociations des contrats collectifs dans l'industrie, jusqu'au 26 février prochain. Enfin, une décision politique importante a été prise : il s'agit de celle visant à organiser de nouvelles élections législatives d'ici le 25 avril prochain. Une telle mesure ne peut que satisfaire le PPD et le PS qui revendiquent, depuis les récents événements de novembre dernier, une redéfinition du pouvoir politique. ce

à propos du voyage de Kossyguine en Turquie

UNE POSITION STRATÉGIQUE TRÈS CONVOITÉE

Kossyguine, chef du gouvernement soviétique accomplit une importante visite de quatre jours en Turquie, au cours de laquelle sera notamment inauguré le complexe sidérurgique d'Iskenderun.

ACCORDS ÉCONOMIQUES ET INTÉRÊT STRATÉGIQUE

A la faveur des dissensions entre les dirigeants turcs et le gouvernement américain, l'URSS depuis 1965 essaie de gagner du terrain sur les Etats-Unis. A cette époque, était signé le premier accord jetant les bases d'une coopération économique qui comporte notamment la réalisation de plusieurs projets industriels : une verrerie, une usine d'acide sulfurique, et une raffinerie de pétrole. Une usine d'aluminium, une usine de fibres de bois étaient mises en chantier au cours des années 70, tandis qu'en 1973 était signé un accord sur l'édification d'un barrage.

Disposant de frontières avec la Syrie et l'Irak, la Turquie est aux portes du Moyen-Orient. Mais surtout elle contrôle les détroits, Bosphore et Dardanelles, que les navires soviétiques doivent obligatoirement em-

prunter pour se rendre en Méditerranée. C'est une position importante pour l'URSS qui veut s'imposer en Méditerranée où elle entretient une flotte permanente. Les Etats-Unis ont couvert le territoire turc de bases militaires, ils en avaient également fait la première base de renseignement et d'observations en direction de l'URSS.

POUR L'URSS, LA ROUTE DE LA TURQUIE PASSE PAR CHYPRE

Le moyen par lequel l'URSS espère mordre dans cette chasse gardée des USA, comme pour s'implanter en Grèce, c'est Chypre. En 1964 les Etats-Unis font pression sur la Turquie pour l'empêcher de débarquer à Chypre où des affrontements sanglants se déroulent. Tandis que se déclenche une campagne de presse contre les USA, le gouvernement turc révèle que pour la première fois l'URSS a proposé une aide économique à la Turquie, proposition suivie d'une prise de position de l'ambassadeur soviétique en Turquie : «l'URSS n'a jamais appuyé l'idée d'Enosis» (rattachement de Chypre à la Grèce). 10 ans plus tard, l'intervention soviétique

prendra une autre ampleur : à l'occasion du coup d'Etat à Chypre organisé par les fascistes grecs, l'URSS offrira son soutien à la Turquie. Puis, quand les troupes turques auront débarqué dans l'île et que les fascistes grecs auront été renversés, elle apportera son soutien au nouveau gouvernement grec. Bref, la politique soviétique consistera à encourager les deux côtés, à tout faire pour que des négociations ne se tiennent pas pour rendre plus difficile le dialogue entre les communautés grecques et turques qui composent la population de l'île. «Le dialogue comme on sait n'a toujours pas donné de résultats» affirme ensuite l'URSS pour mieux avancer ses propositions : que la question soit réglée par le conseil de sécurité de l'ONU, c'est-à-dire que l'URSS puisse mettre son nez dans les affaires de Chypre et s'entendre, sur le dos du peuple chypriote, avec les USA. Ainsi l'URSS essaie-t-elle d'avancer ses positions tant à Chypre, qu'en Grèce et en Turquie, en semant la tempête dans la région.

Mais cette politique rencontre ses limites. Les pro-

positions soviétiques n'ont connu de réalisations que dans le domaine économique. Les positions des Etats-Unis restent solides, notamment dans l'armée dont les USA ont fourni pendant trente ans la quasi-totalité de l'équipement. D'autre part, jusqu'à présent l'URSS n'a pas soutenu jusqu'au bout les positions turques à Chypre, les dénonçant à l'occasion, tout en laissant entendre qu'un Etat fédéral chypriote souhaité par la Turquie serait une solution qui pourrait lui convenir. Enfin la volonté d'indépendance manifestée à l'égard des USA s'accompagne dans l'armée par exemple d'une dénonciation des projets soviétiques.

Pas à pas l'URSS essaie de prendre de l'importance en Turquie dans le but de supplanter définitivement les USA, de soumettre le pays à une domination aussi terrible que celle des USA. Mais elle doit affronter la volonté d'indépendance de la Turquie, pour laquelle des nombreux turcs sont morts au cours de nombreuses manifestations anti-américaines, depuis 1966.

Grégoire CARRAT